



Mayotte à l'horizon 2011

Le 23 novembre 2010, l'Assemblée nationale a définitivement adopté les deux projets de loi qui feront de Mayotte le 101^e département français. Mayotte sera la première collectivité unique de l'article 73 de la Constitution, à la fois département et région d'outre-mer à compter du prochain renouvellement du conseil général, en mars 2011.

Le partenariat CEROM publie à cette occasion une étude synthétique intitulée « Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation ». A la lumière de l'expérience des DOM, elle esquisse une réflexion sur les conséquences économiques de la politique de rattrapage menée dans le cadre de l'évolution institutionnelle.

Cette étude est disponible en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) Mayotte – Publications-Etudes CEROM

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 23 novembre 2010 à Cayenne sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM en 2010. L'état d'avancement du plan de continuité d'activités a été présenté. Le Conseil a par ailleurs examiné l'exécution du budget de l'IEDOM pour 2010 et voté les budgets pour 2011.

Le 24 novembre, une réunion économique s'est tenue avec la participation de personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été dédiée à l'analyse de l'économie guyanaise et notamment, sur la base d'un exposé du directeur local de l'INSEE, à l'impact de l'évolution démographique sur cette économie.

Outre-mer :

1 – Crédits de la mission outre-mer

L'Assemblée nationale a adopté les crédits de la mission outre-mer pour 2011. Ils s'élèvent à 1,98 milliard d'euros en crédits de paiement, en baisse de 2,3 % par rapport à 2010. Les crédits de la mission outre-mer représentent une faible part de l'effort global de l'Etat pour l'outre-mer (16,2 milliards d'euros).

Les députés ont également adopté l'amendement du Gouvernement relatif à la cession gratuite des terrains de l'Etat pour la construction des logements sociaux.

2 – Commissaires au développement endogène

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, a présenté le 23 novembre 2010, les trois commissaires au développement endogène : MM. Bernard Couteaux (La Réunion et Mayotte), Christian Claudon (Guyane), Jean-Rémy Cauquil (Antilles).

La fonction de commissaire au développement endogène a été créée par le Comité interministériel de l'Outre-mer pour une durée de trois ans et placée sous l'autorité de la ministre. Chaque commissaire sera chargé dans son territoire d'affectation de développer les productions locales, en structurant les filières, et de favoriser l'insertion économique des territoires de l'outre-mer dans leur environnement régional. Ils seront également chargés d'étudier les conditions d'un développement endogène. A cette fin, un fonds d'étude doté de 2 millions d'euros a été décidé dans le budget 2011.

Comptes nationaux trimestriels

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre. La croissance de la consommation des ménages accélère (+0,6 % contre 0,3 %). Celle de la formation brute de capital fixe (FBCF) ralentit (+0,5 % après 0,9 %), avec l'investissement des sociétés non financières qui décélère et l'investissement immobilier des ménages qui accélère.

Les exportations progressent de 2,5 % (après 2,6 % au trimestre précédent) et la croissance des importations est en hausse à 4,1 % (contre 3,9 %). La variation des stocks contribue à hauteur de 0,3 point à la croissance (après 0,6 point).

Publications

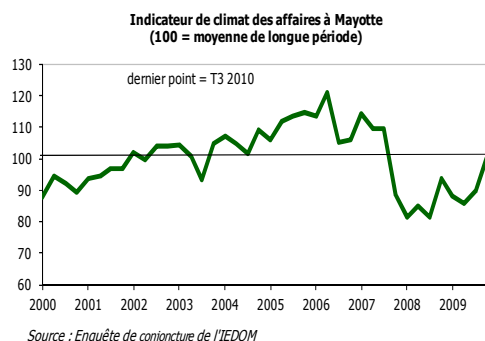
Quelle garantie pour vos dépôts ?

La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la Fédération bancaire française est disponible en téléchargement sur :

<http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Amélioration du climat des affaires au 3^{ème} trimestre



L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en nette progression au troisième trimestre 2010 (+10,3 points), revenant ainsi à sa moyenne de longue période. La composante future, en particulier les soldes relatifs aux effectifs prévus et à l'investissement, explique plus de 80 % de cette forte hausse.

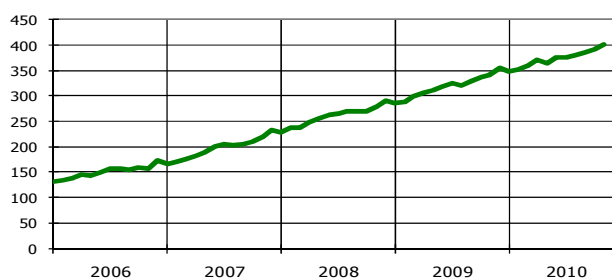
Les perspectives sont plus favorables en dépit d'un 3^{ème} trimestre marqué par de multiples mouvements sociaux ayant paralysé durant plusieurs semaines l'activité économique de l'île. Cela a été d'autant plus préjudiciable que les mois de juillet à septembre correspondent à la saison de haute fréquentation touristique et à une période importante de consommation (grands mariages, festivités du ramadan, préparation de la rentrée scolaire, arrivée des nouveaux fonctionnaires).

Les émissions nettes

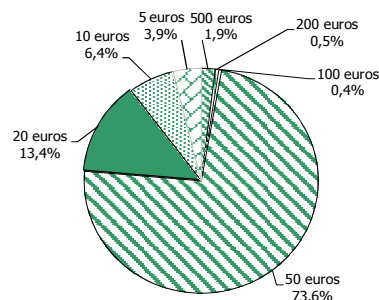
Au 30 novembre, l'évolution mensuelle des émissions nettes de billets en valeur s'inscrit en hausse de 2,6 % (après +1,9 % le mois précédent) et franchit le seuil des 400 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également : +3,1 %, après +0,8 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 7,8 millions au 30 novembre 2010.

L'augmentation en valeur de la masse monétaire théorique, associée à un accroissement plus marqué du nombre de billets en circulation réduit quelque peu (-0,30 €) la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île, à 51,3 €.

Emissions nettes cumulées de billets, en millions d'euros

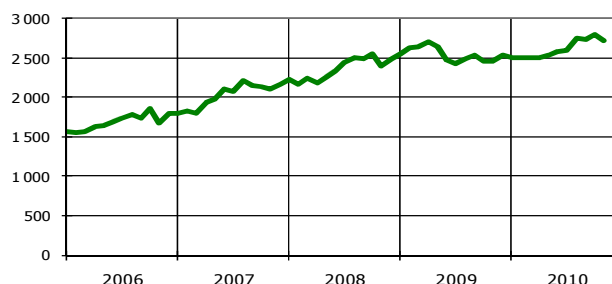


Répartition des billets en volume

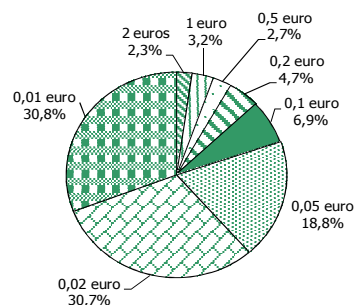


Après avoir culminé à 2,8 millions d'euros fin octobre 2010, les émissions nettes de **monnaie métallique** diminuent de 2,7 % en valeur en novembre. Le nombre de pièces en circulation atteint 21,7 millions d'unités. La répartition des pièces laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

Emissions nettes cumulées de pièces, en milliers d'euros



Répartition des pièces en volume



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Ministère – Visite de Marie-Luce Penchard

La ministre chargée de l'Outre-mer a effectué une visite à Mayotte le 28 novembre, après le vote définitif par le parlement de deux lois organisant le nouveau département en mars 2011. Elle a inauguré les premiers logements locatifs sociaux de Mayotte.

Publication au Journal Officiel de novembre de plusieurs décrets propres à Mayotte

Le décret n° 2010-1315 publié au Journal Officiel (JO) du 4 novembre étend à Mayotte les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives aux prêts et subventions pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés.

Le décret n° 2010-1326 publié au JO du 7 novembre porte sur la revalorisation du montant du plafond de cotisations de sécurité sociale qui passe ainsi de 912 euros à 1 070 euros.

Le décret n° 2010-1352 publié au JO du 11 novembre fixe la quote-part de la Collectivité de Mayotte pour le Fonds intercommunal de péréquation : elle s'élève à 45 millions d'euros, soit 20 % de l'assiette nette.

Le décret n° 2010-1400 publié au JO du 16 novembre introduit à Mayotte l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et à l'allocation pour adulte handicapé. Les demandeurs doivent résider à Mayotte depuis au moins un an et présenter un taux d'incapacité d'au moins 80 % reconnu par la commission des personnes handicapées.

Pêche- Inauguration de la Halle des pêcheurs de M'tsapéré

La Halle des pêcheurs de M'tsapéré dont les travaux ont démarré en avril 2008 a été inaugurée le 5 novembre en présence de nombreuses personnalités locales et nationales. Cet établissement destiné à la commercialisation des produits de la pêche, a coûté plus de 885 000 euros dont 107 000 euros ont été destinés à la création de la route d'accès.

Tourisme – Reprise des activités des croisiéristes

Les problèmes d'organisation (en matière d'accueil des croisiéristes) qui avaient opposé les acteurs du tourisme à Mayotte en 2009 s'étaient traduits par une baisse importante de la fréquentation des bateaux de croisière en 2009. Un plan d'action destiné à regagner la confiance des croisiéristes et à améliorer leur accueil a été élaboré par le Comité du tourisme en partenariat avec les services du Conseil général et de la Préfecture. Ainsi, le 22 novembre, le premier navire de la saison 2010-2011 transportant 143 passagers européens (allemands, belges, hollandais et suisse) a fait escale à Mamoudzou. Le MS Bremen est un navire 4 étoiles d'une capacité d'accueil de 164 passagers. Quelque 110 passagers sont descendus à terre et ont visité plusieurs sites touristiques (lac Dziani, écomusée du sel et de la vanille, le jardin botanique de Coconi ou les plages du sud). Le Columbus, d'une capacité d'accueil de 400 passagers, et le Nautica (600 passagers) feront escale dans l'île en décembre 2010.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	sept.-10	112,0	0,4%	3,0%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi	sept.-10	11 429	13,0%	7,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-10	26 846	-11,5%	-14,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées sept.-10	277 174	10,7%	2,4%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-10	131	-86,4%	-55,6%
		cumulées sept.-10	7 482	1,8%	90,6%
	Taux de couverture	mensuels sept.-10	0,49%	-2,69 pt	-0,45 pt
		cumulés sept.-10	2,70%	-0,24 pt	1,25 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels sept.-10	424	-32,1%	7,1%
		cumulés sept.-10	4 355	-	23,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels sept.-10	19 735	-24,6%	17,6%
		cumulés sept.-10	210 910	-	14,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels sept.-10	39,7	10,6%	37,0%
	(départs)	cumulés sept.-10	404,9	-	37,0%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles sept.-10	4 738	-58,8%	-70,5%
		cumulées sept.-10	61 886	-	-16,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	sept.-10	36 748	0,7%	5,8%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles sept.-10	15 688	-29,2%	-17,6%
		cumulées sept.-10	177 889	-	9,7%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :				
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels nov.-10	68	0,0%	11,5%
		cumulés nov.-10	774	-	-1,1%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels nov.-10	12	0,0%	-52,0%
		cumulés nov.-10	179	-	3,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuels sept.-10	6	-11,2%	-17,5%
		cumulés sept.-10	46	-	-36,4%
	- en milliers euros	mensuelles sept.-10	40	-11,4%	-11,4%
		cumulées sept.-10	308	-	-33,8%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)

ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

TIBEUR (Novembre 2010)

Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4199%	0,4431%	0,6967%	0,5777%	0,8330%	1,0420%	1,2690%	1,5400%

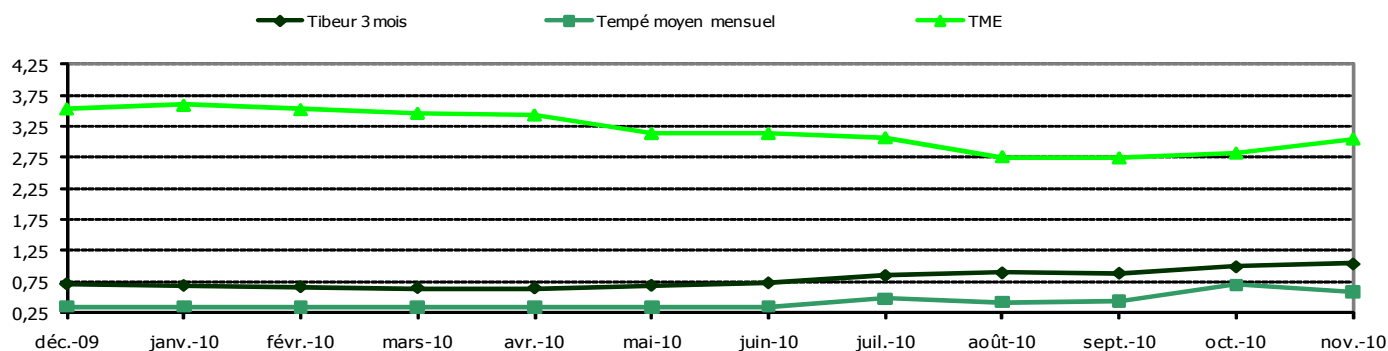
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre
2,76%	2,74%	2,82%	3,05%	2,96%	2,94%	3,02%	3,25%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

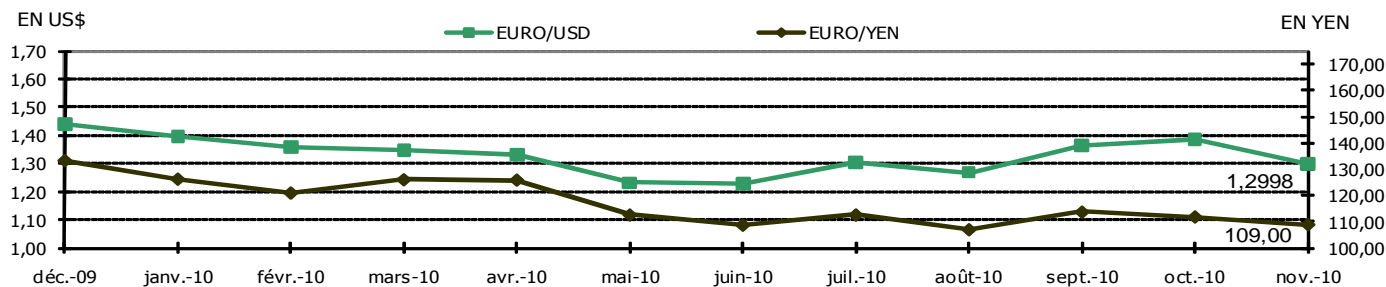
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2998	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,2714	EURO/SRD (Surinam)	3,58110
EURO/JPY (Japon)	109,0000	EURO/BWP (Botswana)	8,83210	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,33500
EURO/CAD (Canada)	1,3306	EURO/SCR (Seychelles)	16,0436	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,5861
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83770	EURO/MUR (Maurice)	39,0691	EURO/BBD (La Barbade)	2,60900
EURO/SGD (Singapour)	1,7219	EURO/BRL (Brésil)	2,2373	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29660
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0979	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,38760	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2654,65	EURO/XCD (Dominique)	3,5221	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK